

DOLE Santé

Hôpital Pasteur : la fin programmée de la chirurgie conventionnelle ?

L'information aurait été donnée lors de la dernière Commission médicale d'établissement. L'Agence régionale de santé ne dément pas. Le comité de défense des hôpitaux publics de Dole s'en inquiète, qui y voit un pas de plus vers le déclassement programmé de l'établissement en "hôpital de proximité".

L'hôpital de Dole, qui n'a de cesse de réduire sa voilure depuis des années, a-t-il vocation in fine à devenir un hôpital de proximité ? Le comité de défense des hôpitaux publics de Dole, constitué en mars dernier, le craint chaque jour davantage. Dernière alerte en date : l'information donnée mi-novembre à la dernière Commission médicale de l'établissement (CME) de la fin programmée de la chirurgie conventionnelle à l'hôpital Pasteur.

« Le plan santé 2018-2022 prévoit 250 hôpitaux de proximité »

« La livraison, en janvier 2025, d'un nouveau bloc opératoire à l'hôpital signerait la fin de la chirurgie conventionnelle, qui demande une hospitalisation de plus d'une journée. Elle représente actuellement 40 % de l'activité chirurgicale de l'établissement, le reste étant de la chirurgie ambulatoire, programmable, avec sortie du patient dans la journée », explique Axel Fricke, président du comité. « Le maintien de la seule chirurgie ambulatoire signifierait la fermeture du bloc à 18 heures maximum, pas d'opération en urgence, pas d'opération nécessitant des hospitalisations et donc des menaces de fermeture sur le service des urgences et la maternité, dans le droit fil de la loi Buzyn sur les hôpitaux de proxi-

mité », poursuit-il.

« Le plan santé 2018-2022 prévoit 250 hôpitaux de proximité », rappelle Laurence Bernier, vice-présidente du comité. « Ils veulent augmenter l'ambulatoire à 70 % et le reste ira soit sur le CHU de Besançon, soit à la clinique. Car le CHU de Besançon pourrait perdre son U dans le cadre de la fusion des régions. Dijon serait l'unique CHU. C'est pourquoi l'hôpital de Besançon aurait tout intérêt à récupérer l'activité chirurgie conventionnelle de Dole pour éviter ce déclassement. »

Le comité note également que trois chirurgiens de l'hôpital doivent partir en retraite en 2023. « Ça tombe bien... D'autant que nous savons qu'un certain nombre de chirurgiens ont postulé du temps du précédent directeur, sans succès. Une chirurgienne n'a même pas pu être reçue. » Trois salles d'opération (chirurgie orthopédique, viscérale et ophtalmologique) fonctionnent actuellement dans l'hôpital Pasteur, toutes conformes aux dernières normes en vigueur. Plus la salle de gynécologie.

Poker menteur et langue de bois

Contacté par *Le Progrès*, le directeur de l'hôpital, Gilles Chaffange, assure que « la question de la chirurgie conventionnelle n'a pas été abordée lors de la dernière CME » et que « la fermeture de la chirurgie conventionnelle est une crainte du comité de soutien, mais à ce jour aucune communication officielle n'a été faite en ce sens ». Une réponse laconique qui ne rassure nullement les membres du comité. « La fin de la chirurgie conventionnelle n'était certes pas à l'ordre du jour de la CME, mais l'information a bien été donnée, en off. Et elle nous a été confirmée », insiste Laurence



Laurence Bernier, Alain Raby, Axel Fricke et Christian Parent lundi soir dans le hall de l'hôpital Pasteur.

Photo Progrès/Serge DUMONT

La polyclinique (pas encore) rachetée

Mis en place et animé par des élus de gauche et d'anciens syndicalistes, le comité de défense des hôpitaux publics de Dole défend le service public de la santé et s'inquiète logiquement des appétits du secteur privé en la matière. « La polyclinique de Dole pourrait bien sûr être intéressée par la reprise de la chirurgie conventionnelle de l'hôpital, d'autant qu'elle vient d'être rachetée par un gros groupe très agressif. »

Il se dit en effet que la polyclinique a été reprise par le groupe C2S. Implanté dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté, le

groupe est composé de 14 cliniques spécialisées en médecine, chirurgie, obstétrique et en soins de suite et de réadaptation (SSR) : huit en Auvergne Rhône-Alpes et six en Bourgogne Franche-Comté. En septembre 2016, le groupe a acquis la clinique du Jura, à Lons-le-Saunier. Contacté, le directeur de la polyclinique du Parc de Dole, Samuel Vilcot, dément. « La rumeur court depuis un an, mais rien n'est fait. Des réflexions sont en cours, mais il est encore trop tôt pour annoncer quoi que ce soit. Nous confirmerons le jour venu. » La polyclinique de Dole est gérée depuis 2009 par la Mutualité française du Doubs.

Bernier. Dans cette partie incertaine de poker menteur, chacun joue sa partition.

Contactée à son tour, l'ARS botte en touche. « Un dialogue de gestion a lieu aujourd'hui entre l'ARS et le groupement hospitalier de territoire (GHT) Centre Franche-Comté auquel est rattaché le centre hospitalier de Dole. Le GHT a notamment pour vocation d'organiser la coopération

entre les établissements concernant l'activité de chirurgie, pour garantir à tous les usagers du territoire une offre de soin graduée. Ce travail est en cours. »

Interpellé lundi 9 décembre, lors du conseil municipal par l'opposant municipal Ako Hamdaoui, le maire a expliqué qu'il n'avait « aucune précision sur le sujet aujourd'hui ». « En aucun cas, cette solution n'est mise sur

la table pour améliorer les finances de l'hôpital. Beaucoup de Dolois vont se faire opérer en dehors du territoire. C'est une question de fond réelle », a ajouté Jean-Baptiste Gagnoux.

S. D.

Comité de défense des hôpitaux publics de Dole, 14, rue de la Bière, à Dole. Mail : comitedefensehopitauxdole@gmail.com